

Adresses toute correspondance à

"LA LIBERTÉ"

ABONNEMENTS:

Canada et États-Unis . . . \$1.50  
Union Postale . . . \$2.00

Directeur: HECTOR HEROUX

# LA LIBERTÉ

## DIEU ET MON DROIT

 Imprimé et par la  
 WEST CANADA CO., LTD.  
 619 Ave. N. mot  
 Téléphones - GARRY 4264-4265

### L'Association d'Education et le Personnel Enseignant

Il devient de plus en plus manifeste que, dans le domaine bilingue, le nombre de nos instituteurs et institutrices qualifiées n'est pas suffisant; nous ne voulons pas dire par là que la plupart des professeurs de langues françaises soient inférieurs à leur tâche; ce serait être injuste; mais nous ne nous dissimulons pas qu'il y a eu de l'enseignement comme de toute autre branche de l'activité humaine: des talents incontestés y coulaient des médiocrités notoires. Il importe assez peu que, sous ce rapport, notre niveau ne soit pas inférieur à celui de telle ou telle province.

Même en admettant que la capacité de nos professeurs bilingues soit au-dessus de la moyenne, il n'en reste pas moins bien établi que la plupart de ceux qui composent ce corps ne possèdent pas les certificats d'enseignement exigés par le Département d'Instruction de la Province. Tel est le cas des instituteurs qui, après s'être contentés d'un certificat temporaire de trois ans, se voient, cette période de temps écoulée, dans la nécessité ou d'abandonner l'enseignement, ou de continuer à enseigner sous simple permis; le Département de la Province leur accorde ce permis facilement, mais en se réservant la faculté de le leur retirer quand lui semblera. Voilà pourquoi les commissaires d'écoles doivent, chaque année, faire face à la même situation difficile: remplacer les instituteurs qui s'en vont par d'autres peu ou pas du tout qualifiés.

Quant aux permis d'enseignement, ils offrent à ceux qui s'en servent une situation fort aléatoire pour que nous puissions compter sur eux en cas de besoin. Comme les permis ne sont pas renouvelés dans le corps de nos instituteurs bilingues. Le parti le plus sûr et le plus pratique se présente donc aux jeunes gens qui se destinent au professorat: acquiescer le plus tôt possible un diplôme d'enseignement de tiers ou de 2ème classe permanent, et pour cela, faire à l'École Normale un stage de six ou dix mois. De cette façon, nous pourrions toujours compter sur un organisme parfait, peu enclin à se désagréger à la poursuite d'un premier obstacle. Le renouvellement de cet appareil se faisant à plus longs termes, les effets ne pourraient qu'être merveilleux.

Ces cours pédagogiques de l'École Normale, bien que dirigés d'une façon imparfaite, ont pourtant le double avantage de donner à ceux des nôtres qui les suivent une pratique constante de l'anglais, ainsi qu'une certaine facilité à se débrouiller au milieu de parafas étrangers. De plus, ils éloignent de l'enseignement plusieurs incapacités avérées qui seraient une disgrâce pour notre race, si elles réussissaient à émerger. Après six ou dix mois d'École Normale, passés dans le manègement continu de l'anglais, nos instituteurs, pour peu qu'ils en aient une connaissance préalable, sont sûrs que les inspecteurs ne les accuseront pas d'ignorer la langue de la majorité.

A cause des circonstances difficiles au milieu desquelles nous devons nous mouvoir, il est de la plus haute importance que les écoles des centres canadiens-français ne soient pas taxées d'infériorité. La bonne renommée de nos classes nous garantit une certaine liberté dans l'enseignement, de sorte que la religion et le français ne cessent pas de s'enseigner à nos petits compatriotes.

L'Association d'Education, en reconnaissant ces difficultés qu'on veut nous créer, connaissant bien la nature des obstacles que nous devons tourner, ne se dissimulant pas les lacunes caractéristiques de ce corps enseignant bilingue, a pris sur elle d'atténuer le mal dans les limites où elle peut se mouvoir. C'est pourquoi elle voudrait voir se diriger vers cette carrière tous ceux, jeunes hommes et jeunes filles, dont l'éducation première et les aptitudes spéciales sont déjà un peu de succès dans cette voie. Comme les embarras pécuniaires sont, souventes fois, les plus propres à décourager un quelconque des gémissements de l'Association serait disposé à aider à quelques-uns des jeunes gens les plus méritants que la nécessité contraindrait à laisser l'enseignement. C'est un secours temporaire évidemment, remboursable dans les trois ans qui suivront l'établissement définitif des protégés.

L'Association d'Education, en la comprendra aisément, ne doit pas être le seul facteur et le pivot unique de cette initiative comblée. Représentant les parents, elle ne fait alors qu'agir dans l'intérêt religieux et moral des enfants, comme c'est sa tâche. Mais il ne faut pas que les parents se désintéressent de cette oeuvre, puis s'en remettre aux soins de l'Association. Celle-ci ne vit que par ceux qui lui représentent; s'ils la négligent, elle végètera péniblement. Pour le moment, les parents doivent s'imposer les sacrifices voulus pour faire en sorte que tel ou tel de leurs enfants, bien doté, puisse terminer ses études primaires et se verser dans la carrière de l'enseignement; l'Association pourra leur apporter quelque appoint. On peut dire que c'est le devoir le plus pressant qui s'impose à nos compatriotes manitobais: s'ils ne veulent pas voir se perdre les belles qualités de "l'âme béditaire".

### Education

Nous terminons notre dernier article sur l'Education par les paroles suivantes:

"L'Education a un but plus noble que la culture physique 'exagérée'; elle doit prendre l'homme tel que Dieu l'a fait et le pousser à se voir Dieu vers lui, les idées, et dans l'écrit. C'est exactement la but de l'Education telle que l'entend l'Eglise catholique, telle que l'entendaient les Pères de la Confédération canadienne, et Dieu merci, les Pères de la Confédération n'étaient pas des imbéciles. Ils souffraient avantagièrement la comparaison avec ceux qui sont venus faire leur oeuvre après eux."

L'Education doit donc s'occuper de l'Éternité? Mais, c'est clair, puisqu'elle est destinée à un être qui a une âme immortelle. Les paroles inspirées ne sont-elles pas une aide de place ici?

"Que sert à l'homme de gagner l'univers s'il vient à perdre 'son âme' et que demeurera-t-il en échange pour cette âme?"

C'est une doctrine un peu vieillie pour nos grands progressifs modernes, mais avouons qu'elle a son mérite, puisqu'elle vient de l'Esprit Saint.

Tous les hommes n'ont pas les mêmes idées sur le chemin à suivre pour arriver à ce but. C'est pourquoi, car vraiment il n'y en a qu'un bon, celui que Jésus-Christ est venu nous faire connaître. Les Pères de la Confédération ont été sagement de respecter la liberté de conscience et ils l'ont fait en laissant aux parents la

liberté d'organiser les écoles où les enfants prennent leur formation: ils ont voulu l'école séparée.

L'école séparée s'impose, si on veut avoir une conscience de bon sens et de respect de la liberté de conscience. Mais nos grands progressifs modernes, de grands hommes, aillent, traitent ces choses sèches à coup de botte. Que voulez-vous, quand on a peu d'intelligence et qu'on a des bottes, on se sert de ses bottes, quoi! Chacun fait ce qu'il peut.

Fort bien, mais alors qu'on pose devant l'opinion en singes battus et non en hommes intelligents.

On a beau vanter bien haut l'éducation pratique et répéter mille fois, pour le faire croire aux foules, que c'est de l'éducation pratique, on ne parviendra pas à faire entrer dans la tête de ceux qui réfléchissent un peu, qu'un genre d'éducation que l'on proclame pratique et qui n'apporte rien à l'enfant des choses qu'il ne importe le plus. Ne connaissant est tout ce qu'il y a de plus pratique.

C'est le fait de nos grosses écoles palais enfant fort cher au public, et qui, en définitive, sont des sentines d'indifférent.

Mais l'absence d'idée religieuse a une répercussion sur la vie quotidienne, et c'est là encore que la prétendue éducation pratique devient encore moins pratique. Il est important que l'enfant travaille de bonne heure à faire mourir en lui ses instincts mauvais au sein de la vie.

Quel est l'homme le plus pratique et le plus utile à la société? Le sensuel ou l'homme rangé, le voluptueux et le vicieux ou l'homme morose?

Or, sans idée religieuse dans l'éducation, vous aurez des débordements respectables, — et pas toujours, — mais le fond manquera. La moralité dans les questions de justice consistera à ne pas être pincé, à faire les choses de la manière la plus extérieure, extérieurement. Le reste n'importera que très secondairement.

Est-ce qu'un croit qu'une génération ainsi formée s'en tiendra longtemps à l'extérieur pour peu décent et que la société n'en ressentira pas des contre-coups pénibles?

On se plaint partout du degré d'abaissement effrayant de notre vie publique; c'est presque au point d'en éloigner les honnêtes gens. On se plaint d'avoir parfois beaucoup de mal à faire de grandes affaires honnêtement. C'est-à-dire que cela est dû à ce que les braves gens ont trop de sentiment de leurs destinées éternelles!

Non, non, l'enfant doit d'abord apprendre à l'école qu'il doit vivre toujours et qu'il n'est pas celui qui révélera dans l'éternité. C'est le devoir des parents d'inculquer de bonne heure ces notions dans l'âme des enfants, et comme l'école est le prolongement de la famille, c'est en grande partie à l'école que l'enfant devra recevoir ses leçons.

L'école où ne se donne pas cet enseignement n'est pas une école pratique et elle ne le sera jamais, même après que nos gouvernements auront dépensé mille fois ce que nous avons en cette province des écoles pratiques. Si on en a certains endroits, c'est sûrement en marge de ce qu'on appelle la loi. Dieu merci, on ne réussit pas toujours à faire valoir les conclusions sous prétexte que c'est la loi. Il y a certaines opérations auxquelles les gens de coeur ne se résignent jamais.

### Les Perles

Cette fois, ce n'est pas dans le domaine de l'Education, mais dans le monde du télégraphe, que nous aurons à avoir quelques employés bilingues dans leurs bureaux. Elles se rendraient moins ridicules et seraient plus justes pour le public qui les paie.

Pas plus tard que la semaine dernière, elles servaient deux belles perles à Saint-Boniface. Elles pouvaient en avoir servi plusieurs d'égale valeur, mais deux seulement sont venues briller à nos yeux.

C'est ainsi qu'une dame Jolivet, dont le père venait de mourir à Québec, recevait un message télégraphique au nom de Mlle Beaufrère. Évidemment, il fallut trois jours pour trouver que Beaufrère voulait dire Jolivet. Entre temps Madame était privée d'aller rendre les derniers devoirs à son père défunt.

M. d'Arc. L'autre maintenant. Un message arrive au nom de Manager Velisteau. Après des recherches consciencieuses, nous sommes parvenus à le trouver au télégraphe: "Fall to locate".

Il ne pouvait pas trouver le Manager Velisteau à Saint-Boniface. Nous supposons que les commis réunis ensemble leur puissance divinitaire pour trouver ce Manager Velisteau. Or, l'un d'eux fut plus malin que les autres, croyons-nous. Comme après le Manager Velisteau il y avait archevêque de Saint-Boniface, mal épelé, il s'imagina que ça pouvait être dit Bellevue. Il écrivit donc un crayon Bellevue au-dessous de Velisteau, et se garda scrupuleusement de supprimer le Manager. On essaya l'adresse à l'archevêché de Saint-Boniface.

La dépêche était bien pour Monseigneur l'Archevêque de Saint-Boniface, qui fut tout surpris d'être gratifié d'un nouveau titre fort prisé dans le monde du commerce, mais un peu en marge de ses occupations journalières.

Alors, Messieurs, ne soyez pas trop ridicules aux yeux des hommes de bon sens.

### L'Association d'Education

Le temps est passé, parait-il, où l'on pouvait faire de la besogne à coup de belles déclarations la main sur le coeur. C'était bon pour les jours où, n'étant pas attaqués, nous pouvions nous braver au rythme de grands-mots et de belles déclarations, croyant avoir agi quand nous n'avions que parlé. Maintenant que la lutte est engagée de si près, nous nous posons des questions plus vitales, c'est de la main à l'Association d'Education des gens de langue française au Manitoba demande notre concours financier.

Mais, que diantre fait-elle, l'Association, de l'argent que nous lui versons?

D'abord, lui en avez-vous versé? Ici, comme ailleurs, règle générale, ceux qui rient ne font rien, et ceux qui agissent ne rient pas.

Pour l'information de ceux qui ont mis la main dans leur poche et qui ont sûrement droit à une information, pour la satisfaction aussi de ceux qui n'ont pas encore mis la main dans leur poche et qui le mettront peut-être, nous disons:

L'Association a déjà dépensé mille piastres et elle nous a dit dans les journaux, il y a quinze jours, l'usage qu'elle avait fait de ces mille piastres. Nous l'avons trouvée, pour notre part, bonne administratrice des fonds qui lui sont confiés. Elle a encore (\$3,000) trois mille piastres en caisse.

Trois mille piastres! Mais c'est énorme; elle doit en avoir pour jusqu'à la fin du monde!

Vous croyez? Considérez un peu ce qu'elle entend faire, et comme nous commissions les nôtres pour être des gens d'affaire qui savent ce que c'est qu'une piastre et l'usage qu'on en peut faire, vous diriez vous-même combien de temps \$3,000 peuvent durer à ce compte. Voyez:

1. S'assurer d'instituteurs et d'institutrices qualifiées et en envoyer le plus grand nombre à l'école normale pour l'obtention des diplômes. La suppression de l'école normale bilingue rend ce problème excessivement difficile.

2. Continuer à donner un maigre salaire à un secrétaire et à lui rembourser ses frais de papeterie et de timbres; payer un loyer de bureau.

3. Donner des cotisations dans certains centres où nos compatriotes, trop en minorité, ont cependant le patriotisme d'ouvrir des écoles du soir.

4. Être prêt à payer le local d'une école et le salaire d'un instituteur dans tous les endroits où l'on voudrait nous enlever les enfants bilingues sans préjudice, qui nous ne nous conformons pas à la loi. Nous nous sommes trouvés face à face avec cette menace plusieurs fois déjà.

A ce compte, à notre avis du moins, \$3,000 ne peuvent pas aller bien loin, et il faut que cette oeuvre soit faite, si nous voulons vivre. Ceux qui veulent nous étouffer sont à la recherche, ils se servent à même le trésor public: c'est ce qu'il appelle l'accorder de privilège à personne. Il n'y en a pas pour les autres, c'est clair: tout est pour eux: c'est la démocratie. Quand nous aurons fait de nous faire autour du bleu et du rouge, nous serons peut-être en mesure de les presser de se ranger un peu, et de nous accorder une petite part de l'Assiette au beurre qui est zéro à nos frais. Entre temps, cependant, il faut que l'Association d'Education agisse si elle veut faire l'oeuvre que les nôtres lui ont confiée dans un grand concours. Mais pour agir il faut de l'argent.

C'est plutôt pénible, mais c'est comme cela.

L'Association ne demande pas de grosses sommes, mais elle a besoin du concours de tous. Si elle peut l'obtenir elle fera des merveilles, et ceux qui auront contribué n'en auront nullement incommodes. Ils auront au coeur une satisfaction de plus, celle d'avoir agi en patriotes intelligents et pratiques.

### Notre Campagne

Nous avons reçu un bon nombre de noms de nos abonnés pour notre propagande de colonisation, mais il nous en faut davantage.

Envoyer un nom, deux et même trois, semble chose très facile. N'est-ce pas? On a, dans la province de Québec, aux États-Unis ou ailleurs, tant de parents et de connaissances qui pourraient faire d'excellentes réponses pour les terres vacantes de nos paroisses dépeuplées et pour les nouveaux hameaux à peupler au Manitoba. Pourtant, l'opération doit être difficile, puisque sur les milliers d'abonnés que nous avons un si petit nombre sont, capables de l'offrir. Il nous faudrait donc attendre encore un bon quinze jours avant de pouvoir dresser notre liste.

Alors, ne pensez pas à ce que votre voisin va faire ou ne fera pas. Envoyez-moi tout ce que vous pouvez. C'est un acte de patriotisme pratique que nous vous demandons là. C'est un peu ce que nous entendons par de l'action, faire quelque chose et ne pas se contenter de faire des considérations, ce quelque chose d'important pour les terres vacantes de nos paroisses dépeuplées et pour les nouveaux hameaux à peupler au Manitoba.

Ca ira, avec la question du nerf de la guerre, croyons-nous. Notre liste, que nous pourrions voir, promet déjà que ce ne sera pas un coup d'épée dans l'eau.

Nous pouvons paraître un peu osés de faire un appel si direct à la bourse des nôtres, après en avoir appelé à leur bonne volonté. Acceptés d'avance les choses désagréables qu'on pourrait penser et même dire à ce sujet, nous voulons arriver au but, et l'expérience du passé nous prouve amplement que nous n'y arriverons pas à meilleur marché. Voilà ce que nous rend un peu hardis, car nous voudrions bien réussir. Nous avons la hardiesse de proposer que nos groupes de langue française sont encore plus intéressés au succès de cette campagne que n'est la Liberté elle-même, mais quelquefois on doit se mettre au blanc; ce n'est pas toujours agréable, mais c'est absolument nécessaire.

Les jeunes de l'A. C. J. C. travaillent dans le même sens. C'est excellent, nous ne sommes pas des jaloux: s'ils peuvent réussir mieux que nous, tant mieux. Ce que nous voulons et nous avons de nouvelles forces et les efforts qu'il faut faire pour les amener.

L'A. C. J. C. a retenu chez nous une famille de dix membres sur le point de nous échapper, et a pu placer trois ou quatre personnes. C'est le travail d'une semaine, et c'est magnifique.

Bravos les jeunes, gardez votre bel entraînement et ne portez pas trop d'attention à ceux qui semblent faire une spécialité d'être prodigés d'adresses d'eau froide. Ils sont fignés et fignés; prenez le large et laissez-les sur la grève.

LE SÉNATEUR LANDRY  
RECOURS LE TRIBUNAL  
DES ÉVÊQUES ONTARIOIS

À Sa Grandeur  
Mgr C. H. Gauthier,  
Archevêque d'Ottawa,  
Président du tribunal ecclésiastique  
des évêques de l'Ontario.

Monseigneur,  
J'obéis aux diètes les plus impérieuses de ma conscience en élevant aujourd'hui la voix pour faire connaître à l'anglaise assemblée des évêques de l'Ontario, que nous sommes les évêques de langue française de l'Ontario et que ceux-ci ne cessent de continuer vis-à-vis de la population française de cette province.

### PROPAGANDE DE COLONISATION

Un Bienfaiteur, Saint-Boniface	\$10.00
Ligue de la Presse Catholique de Langue française	\$5.00
M. l'abbé P. E. Laide, Desmarines	\$5.00
Pour la colonisation, Le-tellier	\$2.00
Saint-Isidore de Laprairie, Québec	\$1.00
M. Victor Champagne, St-Norbert, Man.	\$1.00
Un jeune de Saint-Boniface	\$5.00
Sifton, Man.	\$5.40
M. Alphonse Côté, Fisher Branch, Man.	\$1.00
Un abonné de Dufrene, Manitoba	\$2.00
	\$37.40

Les deux cent cinquante mille Canadiens-français, descendants des pionniers qui ont conquis ce territoire, la colonisation, qui l'ont défriché, ont été et sont encore les victimes, qui en ont fait leur patrimoine, qui entendent y vivre, m'ont, un jour, choisi pour leur représentant. J'ai donc le devoir de les défendre contre les attaques du pouvoir civil et contre les persécutions d'un groupe qui invoque la religion pour les assaillir et qui demandent à l'État de leur faire une victoire que leur propre nombre et leur insignifiance ne pourraient obtenir.

Malheureusement les évêques de l'Ontario, de la province de l'Ontario, en majorité, les instigateurs des persécutions dont souffrent les Canadiens-français de nos diocèses respectifs et c'est un tribunal constitué par une totalité de ces mêmes personnages ecclésiastiques qui déciderait aujourd'hui du sort de toute une race et de la survivance de sa langue.

Or, les membres de l'Épiscopat qui sont saisis de cette vitale question ne peuvent pas ignorer la compromettante déclaration que nous leur a faite à leur réunion du 24 janvier dernier et que je reproduis textuellement du document que leur a remis l'évêque de London et portant sa signature.

"The Most Reverend C. H. Gauthier, then (in 1910) Archbishop of Kingston, called a meeting of the Bishops of the Ecclesiastical provinces of Kingston and Toronto, in order to discuss the '15th, 1910. His Grace, who presided over the meeting, introduced the question of the danger of the French-Canadian element in the future of the Dominion. The matter was thoroughly discussed and the following resolution was adopted:

"That we are alarmed by the future of our Catholic educational system in Ontario, because of the agitation that culminated in the French-Canadian Congress in Ottawa in January 1910; and that we are deeply concerned by the fact that the Bishop of London be delegated from this meeting to interview Sir James Whitney, Prime Minister of Ontario, and represent to him our earnest opposition to the educational 'Demands' of said Congress."

"This resolution was signed 'C. H. Gauthier, Archbishop of Kingston, and by me (to Sir James Whitney) on August 16th, 1910. Acting under the instruction of my colleagues, I sent a written report of my interview with Sir James Whitney to His Grace, Most Reverend C. H. Gauthier, and in acknowledgment I received the following letter:

"Archbishop Palace, Kingston, August 20th, 1910.

"My dear Lord,  
"I am more than pleased with the result of your interview with the Premier. Dear Gratias Bene (to Sir James Whitney) on August 16th. I have had your letter type-written and a copy sent to each of the Bishops of the two ecclesiastical provinces."  
"That being his own name and in the name of the Bishops for the good work you have done for us."  
"Always yours affectionately in Christ."

(Signed) C. H. Gauthier, Archbishop of Kingston.  
"It may not be amiss to point (Suite à la dernière page)"





vous, Madame !

APPEL AUX CULTIVATEURS. — MOYENS DE DEFENSE

## PROTECTION DES RECOLTES

## BETAIL

## PRODUITS

### Prix du gros

DISCOURS DE SA GRANDEUR  
MGR GAUTHIER

Cote fournie par Le Comptoir Agricole "Limited"











